

Wittgenstein
contre l'enseignement
de la philo au cégep
Page B 6



Fier d'être Français
Page B 5

CAHIER
B

PERSPECTIVES



PHOTOS JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La CSDM tente de mieux intégrer les élèves issus des communautés culturelles.

Les parents veulent aller à l'école

Les groupes ethniques et les parents ont commencé cette semaine à discuter de politique interculturelle



harmila Gnanapragasam



Michael P. Farkas

Montréal, berceau de l'immigration au Québec, accueille chaque année des milliers d'écoliers venus d'ailleurs. Décidée à tracer les contours d'une politique pour mieux intégrer ces enfants, la Commission scolaire de Montréal a reçu de la part des parents issus des communautés culturelles une confession brûlante: avant de s'ouvrir sur le monde, les écoles devront s'ouvrir au monde, tout simplement...

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

La Commission scolaire de Montréal (CSDM) a ouvert ses portes cette semaine aux parents et aux groupes ethniques pour discuter de politique interculturelle. En se campant ainsi devant le miroir de l'opinion publique, s'attendait-elle à l'image qu'on lui a balancée au visage, celle d'un lot d'écoles atteintes du grand mal de la communication, incapables même d'ouvrir la porte aux parents, peu importe leur origine?

Lors de la toute première soirée de consultation publique orchestrée par la CSDM, lundi soir à l'école secondaire Georges-Vanier, ce reproche a été plusieurs fois répété au micro et maintes fois entendu aux tables où discutaient les parents. D'abord invités à réagir aux grandes lignes de la politique, puis à soumettre des idées pour sa mise en œuvre, ces pères et mères ont placé la communication école-parents au banc des accusés.

«La première phrase que j'ai entendue d'un directeur d'école à mon arrivée ici, c'était: "Chers parents, vos enfants ne sont plus des bébés, restez donc derrière la clôture!"», a dénoncé un père d'origine latino-américaine, pointant le fait que

les questions de sécurité n'étaient après tout qu'une belle excuse pour absoudre l'école d'ouvrir ses portes aux parents. «Laissez-nous entrer dans la classe! On ne va pas déranger, on va aider! Ouvrez-nous les portes!», scandait ce père, un brin emporté.

Sur les 73 000 élèves qu'accueille la CSDM chaque année, seulement 50 % répondent «français» lorsqu'on les interroge au sujet de leur langue maternelle. Les trois quarts sont pourtant nés au Québec, mais les écoliers proviennent de 180 pays et, ensemble, maîtrisent quelque 150 langues et dialectes.

Une mosaïque interculturelle «d'une richesse inouïe» pour la CSDM, de son propre aveu, mais «une diversité ethnoculturelle qui engendre la nécessité de développer davantage des pratiques qui traduisent les valeurs éducatives de respect de l'autre dans sa différence, d'accueil de sa pluralité, de maintien de rapports égalitaires et de rejet de toute forme d'exclusion et de violence», comme l'indique le préambule de la politique présentée aux parents cette semaine.

En tout, pour tâter le pouls de la population, la commission scolaire a prévu trois soirées de discussions destinées aux parents (la première a déjà eu lieu, les deux prochaines sont prévues les 23 et 30 mai) et un forum de discussion pour les groupes communautaires, lequel s'est tenu mercredi à l'École des métiers de la construction de Montréal.

Une constante

D'un peu partout, le même écho s'est fait entendre cette semaine, parfois entonné sur des timbres différents. «J'ai appris par hasard, par ouï-dire, qu'il était possible pour un parent d'assister à une classe», expliquait une mère haïtienne

lundi soir. «Il y a donc des mécanismes prévus pour nous permettre d'entrer dans l'école, mais on ne les connaît pas!»

Si l'école ne parvient pas à établir des canaux de communication efficaces avec ses parents-partenaires, quelle que soit leur origine, quelle route semée d'embûches attend donc les nouveaux arrivés, eux qui n'ont aucun repère sur la planète Québec et pas l'ombre des rudiments de base en français?

Analysant sommairement les premiers pas de la consultation publique, la présidente de la CSDM elle-même s'étonnait cette semaine de cette accusation répétée et dirigée contre la courroie de transmission parents-école. «On a appris cette semaine que le besoin de base n'est même pas comblé, la communication la plus élémentaire n'est pas garantie», affirmait mercredi Diane De Courcy lors du deuxième temps de la démarche, effectué auprès des organismes communautaires. «C'est donc signe qu'il faudra relever nos manches!»

Au micro cet après-midi-là, un certain Jean Dorion, président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, avait un témoignage étonnant à rapporter. Après quelques années passées au Japon, la petite famille Dorion est de retour au bercail. «Nos deux enfants sont arrivés au Québec et avaient été éduqués en japonais», a-t-il raconté mercredi. «Nous avons donc dû les placer dans des classes d'accueil», des groupes destinés aux nouveaux arrivants et permettant, pendant un certain laps de temps, une intégration culturelle et l'apprentissage de la langue française.

Désir d'apprendre

Mais cette formule n'a pas été bien expliquée aux parents, qui n'ont pas vraiment compris ce qui

attendait leurs filles après cette classe d'accueil, ni non plus combien de temps ladite intégration durerait. Cette «absence totale d'information» a suscité un profond malaise. «Si ça traumatisé un "de souche" comme moi, alors que je connais très bien la langue française et ne me sens pas perdu ici, imaginez ce que c'est pour quelqu'un qui immigré!»

Lundi soir à Georges-Vanier, sur les quelque 125 personnes venues «communiquer» avec les dirigeants de la CSDM, environ le quart semblait représenter ces «de souche, blancs et francophones» à qui s'adresse aussi la politique. Les autres, venus de l'Inde, du Sri Lanka, d'Haïti, du Cambodge ou des pays latino-américains, ont insisté sur leur grand désir d'apprendre le français — «Aidez-nous à aider nos enfants, donnez-nous des cours!» — et sur l'importance de trouver des «agents de liaison» issus de diverses origines pour tricoter des liens entre les familles et l'école. Ils ont demandé qu'on fournisse des services d'interprète pour les aider à comprendre les échanges scolaires, acquiescé à l'idée d'embaucher du personnel d'origines diverses et effleuré la question des conflits interraciaux.

En plus de revendiquer une ouverture de l'école à leurs différents bagages culturels, ils ont surtout réclamé haut et fort qu'on insiste sur le patrimoine culturel québécois, histoire de fournir un sentiment d'appartenance à leurs enfants. «Je dis à mes enfants: "Vous êtes nés en Haïti, mais c'est ici votre chez-vous maintenant"», relatait lundi une mère arrivée il y a quatre ans. «Si vous ne vous attachez pas à la culture de ce pays, un bon jour, vous allez vous retrouver étrangers partout. Chez vous et en Haïti. Vous n'aurez plus de patrie.»

Pour cette mère, la demande était claire: en plus d'initier les Québécois dits de souche aux cultures d'ailleurs, l'école doit inscrire davantage le patrimoine culturel québécois dans les

VOIR PAGE B 2: ÉCOLE



Une carrière en traduction vous intéresse?

Un certificat ou un diplôme en traduction peut vous donner accès à une profession langagière en pleine expansion.

Les apprentis traducteurs désireux de s'inscrire à un programme devront faire une demande d'admission d'ici le 1^{er} juin et passer ensuite l'examen d'admission.

Une soirée d'information au cours de laquelle on présentera les exigences et le contenu des programmes se tiendra le 25 mai au 688, rue Sherbrooke Ouest, en la salle 1041, à 18 h.



UNIVERSITÉ
McGill
Centre d'éducation permanente

Pour de plus amples renseignements : (514) 398-1484 | www.mcgill.ca/conted-translation

PERSPECTIVES



Jean Dion

Je veux voir Da Vinci Code, ça presse

Est-il possible de se bien sentir dans son intérieur sans avoir vu le long métrage *Da Vinci Code*? s'est récemment demandé un citoyen avant de s'ausculter à lui-même un non si catégorique qu'il s'en est retrouvé secoué.

«Selon ce que j'ai lu quelque part, le livre s'est vendu à 40 millions d'exemplaires à travers le monde. Moi, je pense qu'autant de gens ne peuvent pas tous se tromper. Et si le livre est bon, imaginez le film. Un film est toujours meilleur que le livre dont il est issu parce que ça demande moins d'efforts, il n'y a pas de longueurs, il y a de la musique, des poursuites de véhicules automobiles, des belles filles, des gros plans de physionomies expressives et du mais soufflé», a déclaré le citoyen.

Le citoyen a reconnu n'avoir absolument aucune notion d'histoire religieuse — «J'ai développé ma propre spiritualité, adaptée à mes besoins personnels, qui ne comprend aucune célébration liturgique plate et permet de coucher avec n'importe qui» — mais adorer tout ce qui ressemble, même juste un peu, à un complot. «Juste à l'idée que l'Eglise catholique romaine nous ait menti pendant 2000 ans, je suis tout excité, a-t-il fait savoir. Évidemment, comme je n'ai pas la moindre idée de ce que l'Eglise catholique a pu raconter pendant ces 2000 ans, je serais bien incapable de distinguer un mensonge d'une vérité. Mais ça m'excite pareil, bon. J'ai bien le droit.»

Le citoyen a souligné qu'il a lu *Da Vinci Code* «non pas parce que tout le monde en parle et en est tout excité mais parce que je suis fier de littérature». De la même manière, il se dit «épris de théâtre» parce qu'il a vu *Broue* à onze reprises, passionné de peinture «à condition que ça représente quelque chose» et fanatique de danse moderne, «ainsi que je le démontre chaque semaine en allant m'exprimer corporellement sur la piste chauffée à blanc du *Lover's des pyramides*». Il entend par ailleurs continuer à se montrer «avide de lecture» en se procurant toutes les œuvres de Dan Brown et en les plaçant bien en vue dans sa bibliothèque. «En fait, je vais les emprunter à quelqu'un et ne jamais les lui rendre. Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais le livre est, universellement, la chose la plus empruntée sans être remise. Ça doit être une machination de l'Opus Dei ou quelque chose.»

Par la suite, le citoyen poursuivra son habitude de faire du «tourisme culturel» en se rendant à Exeter, au New Hampshire, le lieu de naissance de Dan Brown, avant de mettre le cap sur Old Orchard Beach, où il ira s'impregner de culture balnéaire. L'an dernier, il était allé aux Régates de Valleyfield, découvrant avec les yeux d'un enfant la culture du hors-bord sur plan d'eau semi-urbain.

Selon le citoyen, et quoi qu'en dise une quantité phénoménale de gens qui ne veulent pas se voir bousculés dans leurs certitudes, *Da Vinci Code* tient moins du roman que de la thèse critique exégétique. «Le dernier livre que j'avais lu avant, l'Almanach du peuple 1990, ça, c'était de la littérature légère à des fins uniques de divertissement. Mais *Da Vinci Code*, c'est du solide. Moi, un gars et une fille [Attention: d'ici la fin de cette parenthèse, il y a une révélation qui pourrait vous gâcher le suspense si vous allez voir le film sans avoir lu le livre, ou si vous lisez le livre avant d'aller voir le film, ou si vous vivez confortablement dans une autre galaxie que celle-ci depuis trois semaines: cette fille est la descendante de Jésus] qui mettent au jour tous les secrets de l'histoire de l'humanité en 24 heures tout en se sauvant de la police, je trouve ça éminemment plausible. Des péripéties aussi intenses, ça ne peut pas s'inventer. Il faut que ce soit arrivé pour vrai.»

Ce n'est cependant pas l'avis de Ron Howard, le réalisateur du film. «*Da Vinci Code* est une œuvre de pure fiction. Pour vous en convaincre, vous n'avez qu'à lire le bouquin, même en diagonale en faisant autre chose, comme repasser des débarbouillettes ou enfreindre le protocole de Kyoto, a dit M. Howard. À un moment donné, quand ils s'enfuient du Louvre, ils remontent une rue de Paris qui, dans la réalité réelle, est à sens unique en sens inverse. Or, par-delà le fait qu'ils n'ont pas écouté Bison Futé, les sots, ils n'ont pas d'accident, ni ne se font arrêter par la gendarmerie, la maréchaussée, la cour de cassation, le parquet, la préfecture ou le SAMU. De toute évidence, le travail a été botché, mais nous nous sommes arrangés pour que ça ne paraisse pas dans le film, où ce sont plusieurs autres séquences qui sont botchées.»

En revanche, a poursuivi M. Howard, si *Da Vinci Code* est un produit de l'imagination, tout ce qui est écrit dans la Bible et toutes les interprétations qu'en a faites l'Eglise depuis deux millénaires, de même que tous les dogmes élaborés pendant ce temps, sont rigoureusement fondés sur la vraie de vraie vérité. «Les chrétiens des États-Unis d'Amérique peuvent donc aller voir le film en toute quiétude. Il n'y a pas là de blasphème mais une sacrée belle occasion de franche rigolade. Par ailleurs, je tiens à signaler que l'ouverture de la mer Rouge, le buisson ardent, la flotte changée en pinard, le péché originel, l'enfer, les archanges, l'apocalypse, tout ça est solide. C'est prouvé. Ceux qui sont contre mon film ont donc tout à fait raison de se plaindre. Ils adoptent une démarche logique et rationnelle dans leur approche.»

À cet égard, M. Howard a dit espérer que la contestation soit la plus étendue possible afin que son chef-d'œuvre du septième art suscite une controverse de tous les diables et gagne donc plus d'argent. «Remarquez, si ça ne fonctionne pas, si mon film est si mauvais que tout le monde s'en fiche, j'ai déjà une idée de rechange pour foutre le bordel. On refait le même truc, mais à la place du sourire de la Joconde, on met des caricatures du prophète, enfin vous savez de qui je parle.»

Signalons enfin que Dan Brown travaille actuellement à un autre ouvrage monumental intitulé *Sudoku Code*, dans lequel un arrière-arrière-arrière-40 fois-arrière-petit-neveu d'un élohim réussit à placer le 4 dans sa grille tout en fuyant entre Thetford Mines et Acton Vale des terroristes nus qui veulent dissimuler le fait que, depuis la nuit des temps, les concepteurs de sudoku font exprès pour ne pas mettre tous les chiffres dans le carré et que résoudre un sudoku est comme lire *Da Vinci Code*: une fois qu'on a fini, on sent confusément qu'on ne sait pas pourquoi on l'a fait.

jdion@ledevoir.com

Référéndum sur l'indépendance du Monténégro

La «clarté référendaire» vire au gris

Les Monténégrins se prononceront demain sur le lien fédéral qui les unit à la Serbie

CLAUDE LÉVESQUE

Tout indique que le référendum sur l'indépendance du Monténégro, qui se tiendra ce dimanche, produira un résultat très serré.

Si 55 % des électeurs monténégrins choisissent de briser le lien fédéral qui les unit à la Serbie, on assistera au dernier épisode du démantèlement de l'ancienne Yougoslavie, cette fédération des «Slaves du Sud» créée en 1918 (sous un nom différent à l'époque).

Cette règle de 55 %, adoptée sous la pression de l'Union européenne (UE) à laquelle les deux républiques souhaitent adhérer, crée en fait une «zone grise» qui ne contribuera pas exactement à ce qu'une autre fédération bien connue se plait à appeler la «clarté référendaire».

En effet, rien de précis n'a été prévu si le vote indépendantiste dépasse le seuil de 50 % sans atteindre celui de 55 %. L'envoyé spécial de l'Union européenne au Monténégro, le Slovaque Miroslav Lajcak, l'a répété à quelques occasions. Il n'en a pas moins affirmé qu'un résultat situé dans la «zone grise» devrait entraîner des négociations visant à redéfinir la nature des relations entre le Monténégro et la Serbie.

Sous la pression européenne également, une fédération réunissant la Serbie et le Monténégro (la seule république de l'ex-Yougoslavie qui n'a pas encore fait sécession) avait été formée en 2003, avec la possibilité d'un référendum sur l'indépendance au bout de trois ans.

Le premier ministre monténégrin et chef des indépendantistes, Milo Djukanovic, a exclu de déclarer unilatéralement l'indépendance si une majorité simple du oui se dégageait dimanche. Dans cette éventualité, il prévoit lui aussi des négociations avec la Serbie. Il a toutefois ajouté que toute entente conclue dans ce cadre serait temporaire, l'indépendance étant selon lui inévitable à terme.

Cité récemment par l'*International Herald Tribune*, il a déclaré que «l'union existante aura perdu sa légitimité» si on compte plus de votes pour le oui que pour le non.

Les sondages indiquent que le vote sera très serré. La plupart des enquêtes menées au cours des derniers mois accordent environ 55 % au oui. La proportion des indécis se chiffrait cependant à 15 %.

Blocage avec l'UE

La Commission européenne de Bruxelles a recommandé, en mars 2005, l'ouverture de négociations d'un «accord de stabilisation et d'adhésion» avec la Serbie-Monténégro. C'est la procédure habituellement suivie avec les candidats à l'entrée dans le club européen. Ces pourparlers, qui ont débuté en octobre, ont été suspendus début mai parce que la Serbie n'a pas encore livré au Tribunal pénal international sur la Yougoslavie (TPIY) le chef militaire des Serbes de Bosnie, Radko Mladic, accusé de crimes de guerre et de génocide commis dans les années 1990.

Ce blocage va sans doute renforcer le vote indépendantiste, les Monténégrins se sentant pris en otages par la Serbie dans le dossier de l'adhésion à l'Union européenne.

«Il y a un fondement culturel et ethnique au sentiment indépendantiste. L'identité monténégrine repose sur le sentiment d'une histoire particulière et sur le souvenir d'un État indépendant qui a existé entre 1878 et 1918», affirme Reneo Lukic, professeur de relations internationales au département d'histoire de l'Université Laval.

«À cela s'ajoute un facteur conjoncturel: la Serbie se trouve dans une situation bloquée sur le plan intérieur et extérieur. [...] La Serbie est perçue comme un fardeau» par plusieurs Monténégrins, ajoute M. Lukic, auteur de *L'Agonie yougoslave, 1986-2003* (Presses de l'Université Laval, 2003).

L'indépendance du Monténégro compliquerait un peu les négociations d'adhésion, mais Bruxelles s'est déjà dit prêt à mener des pourparlers avec le nouvel État.

C'est surtout le souvenir des guerres qui ont suivi les déclarations d'indépendance dans les autres anciennes républiques yougoslaves (environ 200 000 morts) qui hante les responsables européens.

Des quatre républiques ayant quitté la fédération depuis 1990, seule la Macédoine a pu éviter un conflit. La Slovanie s'en est tirée avec une guerre éclair, mais la Bosnie et la Croatie ont payé très cher leur accession à l'indépendance.

L'Union européenne n'a jamais caché sa préférence pour le maintien de l'actuelle fédération serbo-monténégrine. En même temps, elle a insisté sur le respect du processus démocratique, notamment sur le droit de tenir un référendum sur le statut du Monténégro.

L'UE craint que l'indépendance du Monténégro ne provoque une nouvelle vague de désintégration politique dans les Balkans. Le statut du Kosovo, une province de la république de Serbie, fait actuellement l'objet de négociations sous l'égide de l'Organisation des Nations unies.

L'indépendance de cette région paraît inévitable si jamais sa population avait l'occasion de se prononcer par référendum. Les Européens ne la souhaitent pas,



STEVO VASILJEVIC REUTERS

Les partisans du oui, tout comme ceux du non, ont manifesté leur préférence au cours de la campagne.

car ils craignent que cette indépendance entraîne la partition du nouveau pays, où la majorité albanaise et la minorité serbe semblent irréconciliables. En Bosnie, les Serbes, qui vivent séparés de la majorité musulmane, pourraient également être tentés de former un nouvel État indépendant.

Les «pure-laine»

La politique européenne au Monténégro a ceci de paradoxal: l'UE favorise le camp du non alors que c'est l'autre camp qui compte les plus chauds partisans de l'adhésion.

Le chef du camp du oui, Milo Djukanovic, a commencé sa carrière politique en 1991 comme protégé et allié du nationaliste serbe Slobodan Milosevic. Il a pris ses distances par rapport à ce dernier à mesure que la Serbie s'est isolée de la communauté internationale. En 1997, il s'est formellement rallié au mouvement indépendantiste naissant.

Grosso modo, les Monténégrins «pure laine» (43 % de la population) seraient assez majoritairement favorables à l'indépendance, tout comme les minorités albanophone, croate et bosniaque musulmane. Les Serbes (32 %) s'y opposeraient majoritairement, faisant valoir qu'il n'y a pas de véritable distinction à faire entre Serbes et Monténégrins, les deux groupes étant notamment unis par la langue et la religion chrétienne orthodoxe.

Les liens officiels entre la Serbie et le Monténégro sont limités. Sur le plan monétaire, la première utili-

se le dinar tandis que le second transige en euros. Chaque république possède son propre service des douanes et sa propre police des frontières.

En revanche, plusieurs Monténégrins ont de la famille en Serbie, où ils peuvent fréquenter les universités et recevoir des soins de santé dans les hôpitaux, tandis que plusieurs habitants de la Serbie possèdent des propriétés sur les rives monténégrines de l'Adriatique. La Serbie n'a pas d'ouverture sur la mer.

Le professeur Reneo Lukic estime peu probable la montée d'un mouvement partitionniste en cas de victoire des indépendantistes. «Le processus référendaire imposé par l'Union européenne repose sur une attitude loyale de l'opposition, qui l'a acceptée», précise-t-il.

Les dirigeants politiques à Belgrade ont certes fait des déclarations attendries sur les liens étroits entre les deux composantes de la fédération. Il reste que la population de la Serbie, treize fois plus nombreuse que celle du Monténégro (huit millions contre 620 000), semble résignée au divorce, selon un sondage réalisé la semaine dernière.

Les forces armées sont placées sous la responsabilité commune des deux États fédérés. Cela joue plutôt en faveur du camp du oui. Les risques d'intervention militaire fédérale s'en trouvent réduits puisque tout déploiement de troupes doit en principe être approuvé par les deux entités.

Le Devoir

Avec Reuters et l'Agence France-Presse

ÉCOLE

SUITE DE LA PAGE B 1

habitudes scolaires. «Je leur fais écouter de la musique d'ici, mais pour l'instant, ça ne leur dit rien, ils ne trouvent pas que c'est de la vraie musique...»

En effet, ouvrir les coffres culturels québécois aux nouveaux arrivants n'est pas une garantie de succès immédiat. L'école secondaire Saint-Henri l'a appris à la dure il y a une dizaine de jours. Lors d'une soirée destinée à célébrer un «projet de charte multiculturelle», la prestation du groupe rap québécois Attache ta tuque n'a pas soulevé les passions chez une centaine d'élèves de l'école, issus de la communauté noire. Et si elle a soulevé quelque chose, ce n'était pas l'admiration folle mais plutôt un bruyant manque de respect, qui en a choqué plus d'un.

«Ça n'a pas passé du tout pour ces jeunes-là. Il y en a un ou deux qui ont dit: "C'est plate, ça! Ça veut rien dire pour nous!", et ils ont entraîné tous les autres à le dire, à faire du bruit. C'était vraiment pas joli de voir ça.» Michael P. Farkas raconte cet incident avec cœur, expliquant que «ce n'est pas parce qu'ils parlent le français que le rap québécois est une référence pour eux, même que ça les dé-

range parce que c'est comme si on leur enlevait quelque chose.»

Michael est «médiateur urbain» pour le Burgundy Urban Mediation Project (BUMP). Sorte de courroie de transmission, espèce d'agent de paix invité à intervenir entre autres à l'école mais aussi dans d'autres sphères de la Petite-Bourgogne, le médiateur, lui-même issu de la communauté noire, prône les actions incarnées dans le quartier et se méfie des grandes politiques.

«Nous, dans la Petite-Bourgogne, on est partis d'une réalité très concrète, du fait qu'il y avait des meurtres dans le quartier, un gros malaise», explique Michael P. Farkas. «Il faut que ce soit vrai, que ça parte du vrai monde et de leurs vraies réalités pour que ça fonctionne.»

Invités de la sorte à venir vider leur sac au micro, les parents ont-ils tout dit? Alors que les médias font leurs choux gras des kirpans, des fourchettes, des voiles et des salles de prière, les questions d'intolérance, voire de racisme, si peu nommées lors de ces deux premières journées de consultation, ne seraient-elles finalement que l'affaire des tribunaux et des journaux?

Pour Bergman Fleury, coquinement surnommé

«Monsieur accommodement raisonnable» à la CSDM, ces histoires sont pourtant monnaie courante. C'est à lui qu'on demande de trouver des terrains d'entente lorsqu'une direction, une enseignante ou un parent lui soumet une zone de friction à adoucir, qu'il s'agisse de religion, de culture ou tout simplement de valeurs.

«Oui, on me soumet des cas régulièrement», explique le conseiller pédagogique, lui-même issu de la communauté noire. «Mais la majorité de ces histoires se règlent en dehors de la scène publique. Il y a des cas où la recherche d'un accommodement raisonnable est pertinente, mais parfois, elle ne l'est pas. Ce n'est pas parce qu'on est ouvert qu'on doit tout tolérer.»

C'est en juin que les commissaires de la CSDM, très présents aux activités de cette semaine, devront brasser toutes ces idées et en faire un plan d'action soumis au vote. «Je suis ravie. Je suis très touchée de voir tous ces gens qui ont répondu à l'appel», expliquait Diane De Courcy cette semaine. «C'était un pari risqué, mais nous l'avons pris. Je suis contente de voir que ça peut déjà porter des fruits.»

Le Devoir

PERSPECTIVES



Stephen Harper en compagnie du premier ministre australien John Howard.



Stephen Harper a rencontré le président américain George W. Bush peu après son élection.

Changement de cap à Ottawa

Les affaires étrangères occupent beaucoup de place à la Chambre des communes

La semaine aura été des plus mouvementées sur la colline parlementaire à Ottawa: débat sur les changements climatiques, vote sur le prolongement de la mission en Afghanistan et visite en grande pompe du premier ministre de l'Australie, sans compter, évidemment, la gaffe protocolaire à l'arrivée d'Abdou Diouf. Cette série d'événements donne un aperçu de la direction qu'entend donner le premier ministre Stephen Harper à la politique internationale du pays: un Canada davantage aligné sur les États-Unis et résolu à s'imposer sur la scène mondiale comme un acteur significatif sur le plan militaire.

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Rarement les affaires étrangères occupent-elles une place si prépondérante dans les débats à la Chambre des communes. Cette semaine, les députés de l'opposition n'en avaient que pour le secrétaire général de la Francophonie, la rencontre internationale sur les changements climatiques de Bonn et les militaires postés à Kandahar. Au point où même le rapport de la vérificatrice générale — un fait habituellement marquant sur la colline — est passé presque inaperçu, tout comme la réponse que lui a servie le gouvernement en émasculant le registre des armes à feu.

«Stephen Harper, depuis qu'il est élu, est en train de faire sa marque par les affaires internationales», croit la députée Francine Lalonde, critique officielle en matière d'affaires étrangères pour le Bloc québécois. Car aux événements de la semaine, il faut ajouter l'entente obtenue avec les États-Unis sur le bois d'œuvre (que plusieurs dans l'industrie considèrent comme une reddition), les modifications apportées en catimini au Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et, surtout, la précipitation du Canada à couper les vivres au Hamas récemment élu en Palestine, devenant ainsi le premier pays à révéler ses intentions, avant même les États-Unis et l'Union européenne.

«J'y ai clairement vu la marque du premier ministre qui voulait, à la veille de son voyage aux États-Unis, dire que nous sommes fermement derrière les États-Unis dans la guerre au terrorisme», dit Mme Lalonde. Dans les cercles diplomatiques à Ottawa, tous concèdent que le gouvernement canadien aurait suivi la tendance occidentale et boycotté le Hamas, quoi qu'il arrive, mais que c'est la rapidité de sa décision qui a refroidi les Palestiniens et sapé la réputation canadienne de neutralité devant la situation au Moyen-Orient. «On ne peut pas être des apprentis sorciers en affaires internationales parce qu'on joue régulièrement avec le feu», croit Mme Lalonde.

Chez les libéraux et les néo-démocrates, les critiques envers le gouvernement Harper sont encore plus acérées: les conservateurs s'alignent sur George W. Bush, répète-t-on, le nom du président américain étant utilisé comme un épouvantail.

«Notre programme en politique étrangère consiste désormais à tout faire pour se faire bien voir de George W. Bush et de son administration», lance Alexa McDonough, du NPD. «C'est la seule explication à toutes ces choses que nous faisons ces jours-ci, y compris la manière dont nous nous ridiculisons à propos de Kyoto et des changements climatiques.»

Le libéral Stéphane Dion renchérit: l'emprunte Harper, selon lui, c'est «l'emprunte Bush». L'ex-ministre de l'Environnement ne pardonne pas aux troupes conservatrices d'avoir renoncé au leadership canadien qu'il avait lui-même conquis à Montréal l'automne dernier dans le dossier des changements climatiques. «Le Canada était un leader qui poussait dans le dos d'un peu tout le monde [...] et, tout d'un coup, le Canada est le premier pays de Kyoto qui, sans sortir formellement du protocole, en sort dans les faits. La communauté internationale se demande ce qui se passe avec ce pays. Celui qui était le moteur est devenu le frein.»

Quelle mouche à piqué Harper?

Les analystes de la question internationale interrogés cette semaine ne donnent pas tout à fait tort à Mme Lalonde, Mme McDonough et M. Dion. «Stephen Harper nous surprend tous par son assurance, sa détermination, son fil conducteur, ses objectifs», dit Charles-Philippe David, titulaire de la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques à l'UQAM. «Dans le cas de l'Afghanistan, c'est quand même étonnant qu'un premier ministre d'un gouvernement minoritaire engage le pays dans une mission de longue durée envers et contre une majorité de

l'opinion publique canadienne et une très large majorité de l'opinion publique québécoise, qu'il tente par ailleurs de se gagner. Essayez de comprendre!»

Gordon Mace, directeur du Centre d'études interaméricaines à l'Université d'aval, abonde dans ce sens. S'il estime que les récentes décisions de M. Harper relèvent parfois du calcul politique (le Québec à l'UNESCO) ou du règlement d'irritants (le bois d'œuvre), la prolongation de la mission en Afghanistan jusqu'en février 2009 démontre une «philosophie politique précise, une philosophie du Parti conservateur» selon laquelle «il faut participer à l'effort de guerre, il faut qu'on appuie nos amis les Américains».

Le risque, selon le professeur Mace, c'est qu'une telle décision idéologique nuise à la popularité de M. Harper à mesure que les morts s'accumuleront en Afghanistan, «comme pour M. Bush aux États-Unis à cause de l'Irak». L'avantage, c'est qu'il redonne un rôle au Canada. «Ça nous change beaucoup des bombardements du Kosovo, où ils avaient oublié d'inviter le ministre canadien de la Défense quand l'OTAN s'était réunie pour décider de cette opération-là!»

Jocelyn Coulon, directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, se demande si l'accord sur le bois d'œuvre (qui, tout dénoncé soit-il, a au moins mis un terme à une longue saga juridique) n'a pas obligé le Canada à se commettre pour l'Afghanistan et le NORAD. «Là-t-il fait en contrepartie d'autre chose? En effet, un mois plus tard, le Canada a renouvelé l'accord du NORAD sans débat approfondi. On levait quand même la clause de renouvellement et on étendait les responsabilités à l'espace maritime!»

Ce débat sur l'Afghanistan a par ailleurs permis à Stephen Harper d'affaiblir ses rivaux libéraux: 24 députés, dont les candidats au leadership Michael Ignatieff et Scott Brison, ont voté en faveur de la prolongation de la mission canadienne. Paul Martin et ses ex-ministres John Godfrey, Ralph Goodale et Irwin Cotler n'ont pas daigné s'engager. Bob Rae, bien que non élu à la Chambre des communes, a fait savoir qu'il n'aurait pas donné son aval à la pro-

longation. Stéphane Dion, quant à lui, a voté contre et a même fait parvenir une lettre ouverte hier pour expliquer sa décision. «Quoi qu'en dise M. Harper, notre parti est uni, écrit-il. La vérité est plutôt que le premier ministre a tenté de prendre le Parlement en otage.» Le chef intérimaire Bill Graham a cependant avoué: «J'aurais préféré un caucus plus uni.» Doux euphémisme.

Des comparaisons révélatrices

La semaine a aussi permis de comparer le traitement réservé aux différents dignitaires en visite au Canada: une réception de première classe pour le premier ministre de l'Australie, John Howard, et l'absence de comité d'accueil à l'aéroport de Toronto pour le secrétaire général de la Francophonie et ex-président du Sénégal, Abdou Diouf, ou encore le refus de M. Harper d'être vu en présence du président haïtien élu, René Préal.

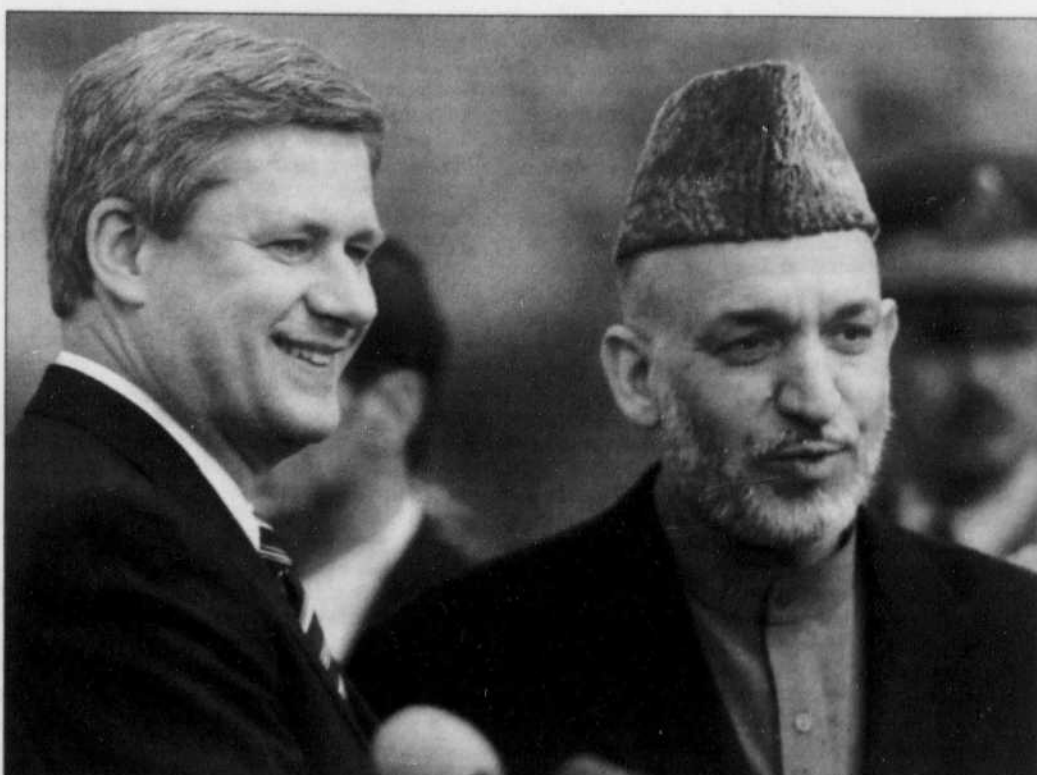
Stéphane Dion accepte de comparer et conclut que «si M. Diouf avait un discours idéologique qui lui plaisait, il aurait été bien reçu». Selon le candidat au leadership, «M. Harper aimerait créer une internationale des conservateurs». Il y aurait un caractère symbolique fort à ce que nul autre que M. Howard soit le premier à rendre officiellement visite au nouveau gouvernement à Ottawa. Nos trois universitaires pensent plutôt que l'incident Diouf constitue rien de plus qu'une gaffe de débutant maladroit.

Quant à elle, Mme McDonough déplore l'occasion ratée avec M. Préal. «Nous avions une occasion historique de démontrer notre appui au nouveau gouvernement haïtien. Je crois que l'administration Bush ne voit pas nécessairement le gouvernement Préal d'un aussi bon œil, et c'est pourquoi sa visite a été minimisée ici.»

John Howard a profité du privilège qui lui a été accordé de s'adresser à la Chambre des communes pour faire l'éloge de la politique étrangère américaine. Mme Lalonde indique que seuls Bill Clinton, Nelson Mandela, Kofi Annan et Tony Blair ont eu droit à cet honneur au cours des récentes années. «La seule raison pour laquelle il a été reçu de cette façon-là, c'est parce qu'il est un ami de M. Harper. C'était du bonbon. C'était un appui idéologique aux positions que M. Harper a prises.»

Charles-Philippe David est d'accord. «M. Howard est exactement dans le même lit que M. Harper sur la façon de voir et de concevoir ce qui se passe dans le monde. Cela ne peut que faire plaisir à M. Bush car les relations entre MM. Howard et Bush sont extrêmement étroites. L'Australie, c'est le porte-avions des États-Unis en Asie.»

Le Devoir



Stephen Harper a rencontré Hamid Karzai lors de son voyage en Afghanistan.



Michel David

Les p'tites vites

Quelqu'un de plus éloquent que la ministre de la Famille, Carole Théberge, aurait peut-être pu justifier que le gouvernement fasse un accroc à la règle pour accorder un bureau de coordination des CPE à la communauté juive, qui bénéficie depuis longtemps d'institutions scolaires et hospitalières sans équivalent dans les autres communautés culturelles.

Malheureusement, chaque fois qu'elle tente d'expliquer quelque chose, Mme Théberge s'embrouille et ne réussit qu'à renforcer les soupçons. L'affaire est sans doute moins choquante que celle des subventions aux écoles privées juives, qui avait contraint le premier ministre Jean Charest à une humiliante volte-face l'an dernier, mais il serait tellement plus simple d'appeler un chat un chat, et une exception une exception.

A entendre le baragouin de la ministre, cela ressemble fort à une autre de ces «p'tites vites» que le gouvernement Charest tente régulièrement de nous passer. Si les médias, *Le Journal de Montréal* cette fois-ci, n'avaient pas découvert le pot-aux-roses, il ne s'en serait certainement pas vanté.

«Tout s'est fait selon les règles», a-t-elle protesté à l'Assemblée nationale, même si la demande du regroupement de CPE Gan Unifié, administré par la Jewish Family Services, qui souhaitait se constituer en bureau de coordination, a été présentée après la date limite pour les mises en candidature. Il en a résulté un réaménagement de dernière minute des responsabilités des autres bureaux de coordination sur le territoire couvert par le CSSS de la Montagne et un chevauchement de responsabilités sans équivalent ailleurs.

Alors que le comité-conseil qu'elle avait elle-même créé recommandait de choisir les bureaux de coordination sur une base territoriale plutôt que confessionnelle ou ethnique, Mme Théberge a fait exactement le contraire.

♦ ♦ ♦

Le ton du débat commence déjà à ressembler à celui de l'automne dernier sur la réforme des CPE, quand la ministre s'était effondrée pendant la période de questions. Jeudi, le leader parlementaire du gouvernement, Jacques Dupuis, a senti le besoin de voler au secours de sa collègue, totalement démunie sous les attaques du député péquiste de Blainville, Richard Legendre, qui n'est pourtant pas un foudre de guerre. M. Dupuis a même jugé nécessaire de brandir le spectre de l'antisémitisme. C'est bien mal parti.

Au moment où une commission parlementaire s'appête à examiner le projet de vente d'une partie du mont Orford, cette nouvelle cachotterie du gouvernement ne peut que renforcer l'impression selon laquelle il a des motivations autres que le bien public, qu'il s'agisse d'avantager un promoteur immobilier ou de répondre aux «représentations empressées» de la communauté juive, évoquées par la chef de cabinet de Mme Théberge.

Avec toutes ces entourloupes, comment s'étonner qu'il batte des records d'impopularité? Une telle insatisfaction à l'endroit d'un gouvernement vieux d'à peine trois ans est si remarquable que l'Acfas a jugé utile de se pencher sur son cas à l'occasion de son congrès annuel, qui a pris fin hier.

Après un travail de bénédictin pour répertorier 476 engagements électoraux pris par le PLQ et surtout pour évaluer dans quelle mesure ils ont été tenus, une équipe de l'Université Laval a calculé que le taux de réalisation s'élève en ce moment à 55 %. Les auteurs de cette étude estiment que d'ici la fin de son mandat, le gouvernement Charest aura tenu plus de 60 % de ses engagements, ce qu'ils considèrent comme un résultat honorable.

Même si le dernier sondage Léger Marketing notait le non-respect des engagements du gouvernement comme principal motif d'insatisfaction des électeurs, celle-ci ne serait donc pas justifiée de façon objective par le bilan gouvernemental.

♦ ♦ ♦

Le problème, c'est que toutes les promesses n'ont pas le même poids. On ne peut pas mettre sur le même pied celle de baisser les impôts d'un milliard de dollars par année pendant cinq ans, qui n'a pas été tenue, et celle d'introduire l'enseignement de l'anglais dès la première année du primaire, ce qui sera chose faite en septembre. Les chercheurs de Laval le reconnaissent volontiers, mais ils n'ont pas trouvé le moyen de pondérer les engagements.

Il est également possible que des engagements électoraux, tenus ou non, ne correspondent pas aux souhaits de la population. Ou encore que les résultats ne soient pas à la hauteur des espérances. Le PLQ avait promis la tenue de référendums sur les fusions municipales, mais la situation qui en a résulté indispose presque autant ceux qui en souhaitaient que ceux qui s'y opposaient.

Jusqu'à présent, ce sont plutôt les initiatives prises par le gouvernement sans en avoir dit un seul mot avant les élections de 2003 qui ont soulevé le plus grand tollé: Suroit, subventions aux écoles privées juives, mont Orford, etc. On pourrait dire la même chose du gouvernement péquiste, qui n'avait jamais parlé de regrouper les municipalités de force.

Le premier ministre aurait eu moins de problèmes s'il avait suivi son propre conseil de concentrer les mesures les plus controversées au début de son mandat. Pendant la première année, il s'en est pris aux syndicats, mais il ne lui est apparemment jamais venu à l'esprit que la population pouvait aussi avoir certaines idées sur le genre de société dans laquelle elle souhaitait vivre.

Pendant la campagne de 2003, M. Charest était resté très vague à propos de la révision du rôle de l'État. La réalité de la «réingénierie» qu'il projetait est apparue seulement après les élections. On ne connaissait pas non plus sa propension à confondre l'intérêt public et les intérêts privés. Même s'il a été forcé de battre en retraite à plusieurs reprises, on connaît maintenant ses intentions et sa façon occulte de procéder. Si les libéraux sont réélus, personne ne pourra prétendre qu'il n'a pas voté pour cela.

mdavid@ledevoir.com

É D I T O R I A L

Le début de la fin

Le juge Robert Mongeon de la Cour supérieure vient de déclarer la faillite personnelle de l'ancien patron de Norbourg, Vincent Lacroix. À l'évidence, cet homme a trompé tout le monde, et la décision rendue hier n'est que le premier pas sur la longue route qui pourrait un jour le conduire derrière les barreaux. Pendant ce temps, les investisseurs floués attendent toujours de recouvrer une partie de leur argent.

Vincent Lacroix est en faillite! Quelle surprise! Après avoir détourné des dizaines de millions de dollars à des fins personnelles en pigeant carrément dans le capital des investisseurs, voilà notre cow-boy de la finance sur la paille, privé de la trentaine de millions volés qui lui restaient.

Dans sa décision qui ne concerne que l'individu Lacroix et non les sociétés Norbourg dont il était le patron, le juge Mongeon n'y est pas allé de main morte. Même s'il ne lui revenait pas de porter un jugement de nature pénale ou criminelle sur les gestes de Lacroix, le juge s'est tout de même permis de dire que l'homme d'affaires avait volé les investisseurs, manipulé les comptes et trompé ses créanciers. «*Les actes de faillite de M. Lacroix sont nombreux et il semble être le seul à penser qu'il ne les a pas commis.*»

Cette constatation, tous ceux qui ont suivi cette triste histoire jusqu'ici sont en mesure de la faire. Voilà un homme d'un sang-ne incroyablement qui continue de prétendre qu'il n'a trompé personne et qu'il reste le meilleur défenseur des investisseurs.

Pourtant, la preuve soumise cette semaine devant la cour montre sans l'ombre d'un doute que Lacroix faisait transférer des sommes colossales des sociétés d'investissement dont il était le président vers des comptes bidon auxquels il avait accès. Cet argent lui a permis de faire l'acquisition d'un hôtel, de maisons, d'actions et de biens de luxe pour lui-même et pour d'autres.

C'est d'ailleurs sur ces faux «revenus» que les gouvernements lui réclament des dizaines de millions en impôts impayés. Et c'est aussi pourquoi les gouvernements devraient abandonner leurs propres demandes de règlement au profit des investisseurs qui, eux, ont vraiment perdu 130 millions dans l'aventure.



Jean-Robert Sansfaçon

La requête de mise en faillite avait été déposée par Revenu Québec avec l'appui du syndic à la faillite des cinq sociétés du groupe Norbourg. Au total, Vincent Lacroix devait personnellement entre 60 et 70 millions, sans compter les 130 millions évaporés que lui réclament les investisseurs floués. Quant aux 70 millions restants dans les fonds et que Lacroix n'avait pas eu le temps de siphonner au moment de l'arrêt des transactions, l'été dernier, il faudra attendre avant qu'un juge ne détermine la façon dont ils seront redistribués entre les investisseurs. Un autre beau casse-tête!

Vincent Lacroix devra maintenant faire face à 51 accusations d'ordre pénal déposées par l'Autorité des marchés financiers, chacune étant passible de millions de dollars d'amende et de peines de prison allant jusqu'à cinq ans chacune, puis, éventuellement, à des accusations de nature criminelle celles-là si les enquêtes en cours aboutissent. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'homme n'est pas sorti du bois!

Cela étant, plus nous en apprenons sur cette affaire, plus la nécessité d'une enquête publique sur les organismes de contrôle des marchés financiers devient évidente. À partir de ce qu'on sait, il est permis de croire que l'Autorité des marchés financiers disposait de suffisamment d'indices pour intervenir longtemps avant qu'un employé de Norbourg, lui-même ancien salarié de l'AMF, ne dénonce son patron en retour d'une promesse d'immunité. Comment expliquer ce retard aux conséquences désastreuses pour les investisseurs? Et que dire des firmes qui devaient assurer la vérification des livres et des transactions de Norbourg?

Le cas de Norbourg est loin d'être le seul qui justifie la tenue d'une telle enquête. Au cours des derniers mois, des milliers d'autres investisseurs ont aussi perdu des millions de dollars dans des fraudes impliquant les sociétés Mount Real (140 millions), Norshield (480 millions) et Cinar. Si le Québec tient à l'existence autonome de son autorité des marchés financiers, il devient urgent de rétablir sa crédibilité aux yeux des investisseurs, d'ici et d'ailleurs.

j.rsansfacon@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Les miettes du gâteau canadien pour le Québec

Lettre à Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales du Québec

Mme la ministre,

Dans un commentaire du *Devoir* destiné à mettre en valeur les gains d'une entente permettant au Québec d'être représenté au sein de la délégation du Canada à l'UNESCO, vous tentez de justifier l'enthousiasme de votre gouvernement. Or le Québec vient tout simplement d'acquiescer, avec cette entente, quelques miettes du gâteau qui auraient dû lui être dévolues depuis longtemps dans tout régime fédéral qui aurait reposé sur d'autres ambitions que celles du Parti libéral du Canada. Cette maigre concession n'est rien d'autre que le fruit du calcul de Stephen Harper, qui lui aura valu de faire élire au Québec la députation que l'on sait.

Mais pourquoi s'en formaliser? Vous avez pleinement raison de vous réjouir que ce qui revient au Québec dans un régime fédéral lui soit enfin rendu. Tous ceux, souverainistes et autres, qui luttent pour voir grandir le Québec ne tourneront pas le dos à ce qui représente l'ombre d'une forme de reconnaissance de sa spécificité. Pour le reste, Mme Gagnon-Tremblay, de grâce, ne nous enfoncez pas dans les méandres de vos manœuvres politiciennes.

Vous vous réjouissez que le Québec obtienne dans le dossier de l'UNESCO ce qu'un fédéralisme élémentaire lui devait? Très bien. Vous vous félicitez que le Québec ait une minuscule part du gâteau dans la représentation du Canada? Bien pour vous. Mais ne déguisez donc pas ainsi les faits. Votre appétit pour le Québec est limité et personne ne vous en félicitera. Ni Louise Beaudoin ni Daniel Turp n'ont souhaité que

le Québec se contente d'un morceau du gâteau canadien, arraché de surcroît dans sa partie la plus sèche. N'avez-vous donc rien compris? Entre manger sa part du gâteau et en être le cuisinier, il y a la même différence qu'entre se satisfaire des compétences qui nous sont accordées et être l'auteur de ses propres lois. Dans un cas, c'est le régime politique, ici le fédéralisme canadien, qui accorde aux provinces des compétences; dans l'autre cas, c'est le statut d'Etat qui donne les pleins pouvoirs.

Soyons sérieux, Mme Gagnon-Tremblay! Dites les choses comme elles sont: vous préférez vous féliciter des quelques miettes à peine négociées avec le reste du Canada plutôt que de souhaiter pour votre communauté, le Québec, les pleins pouvoirs d'un Etat.

Anne Legaré
Ancienne députée du Québec
en Nouvelle-Angleterre
Paris, le 17 mai 2006

Saint-Benoît-du-Lac se choisit un nouvel abbé

Les moines de l'abbaye de Saint-Benoît-du-Lac procèdent ces jours-ci à l'élection d'un nouvel abbé en remplacement de dom Jacques Garneau, démissionnaire.

Dom Garneau avait succédé à dom Odile Sylvaïn qui, le premier, a occupé la fonction abbatiale lorsque le statut d'abbaye a remplacé celui de prieuré, en 1952. Bien qu'un abbé puisse être élu à vie, dom Sylvaïn est demeuré en poste durant 31 ans.

Comme deuxième abbé, dom Jacques Garneau a rempli un mandat très fructueux de tout près de 23 ans: parachèvement de l'église abbatiale, installation d'un nouvel orgue, réorganisation et informatisation de la biblio-

thèque, améliorations apportées à la fromagerie, agrandissement du magasin, restauration de la villa Sainte-Scholastique et combien d'autres réalisations importantes.

De façon prioritaire, dom Garneau a toutefois fait porter ses efforts sur la vie communautaire, la vie de prière et de travail. Saint-Benoît-du-Lac se distingue par la beauté de sa liturgie, ses célébrations préparées avec minutie, ses homélies et ses enseignements toujours pertinents, la célébration méthodique des heures, de telle sorte que la cinquantaine de moines offrent aujourd'hui le témoignage d'une communauté à la fois priante et studieuse.

L'occasion de cette démission-surprise est particulièrement bien choisie pour rendre hommage à dom Jacques Garneau, qui s'est acquitté de sa tâche avec mérite et distinction. Sous son habile direction, il a su mener à terme des projets d'envergure; inspiré par la règle de saint Benoît. Il a réussi à transmettre à un large public les valeurs de paix, de foi et d'unité, un message toujours d'actualité.

Comme des milliers de Québécois et de touristes qui se rendent à l'abbaye chaque année, j'ai pu bénéficier de l'accueil et de l'hospitalité de l'abbé et des moines de Saint-Benoît-du-Lac. Que dom Garneau soit félicité pour le magnifique travail qu'il a accompli et qu'il trouve ici des remerciements bien mérités.

Je souhaite aux moines de faire un choix aussi éclairé que lors des élections précédentes. Comme les deux premiers abbés qui ont marqué l'histoire du monastère bénédictin à leur façon, que le nouvel abbé continue une tradition qui a débuté en 1912 et qui, depuis lors, a influencé l'histoire religieuse du Québec et du Canada.

Gilles Carignan
Québec, mai 2006

REVUE DE PRESSE

Ça se bouscule

Manon Cornéliier

Semaine politique chargée à Ottawa, où les décisions controversées ont rivalisé avec le bilan souvent louangeur du gouvernement Harper. Le vote serré pour prolonger la mission militaire en Afghanistan et la suspension de la portion du Registre des armes à feu touchant les armes de chasse ont divisé les chroniqueurs et les journaux.

Mais, au-delà du mandat qu'il a arraché pour les troupes en Afghanistan, note John Ibbittson, du *Globe and Mail*, c'est avant tout la division au sein du Parti libéral et entre les candidats à la direction du parti qu'il a réussi à exposer. Il faudra voir, écrit le journaliste, si ce fossé aura des conséquences aussi graves pour les libéraux que le débat sur l'Europe en a eues sur les conservateurs britanniques. Il note que le PLC a connu d'autres affrontements par le passé, y compris sur l'accord du Lac-Meech lors de la course au leadership de 1990. Il pense cependant que la division actuelle pourrait faire plus de dommages.

D'abord, elle isole Michael Ignatieff et Scott Brison, les deux seuls aspirants leaders à avoir appuyé la prolongation de la mission. Sans autre appui possible que ceux de Brison, Ignatieff, considéré comme un des favoris, pourrait voir la victoire lui échapper. Il y a d'autres candidats de qualité, mais si le prochain chef l'emporte sur la base de son opposition à la prolongation de la mission afghane, cela pourrait nuire à la percée du parti à l'extérieur des centres urbains. Ibbittson note que les libéraux défendent actuellement des positions populaires auprès de leur base traditionnelle. Le problème est que cette dernière est devenue trop étroite pour les porter au pouvoir.

Et Stephen Harper fait tout pour que cette base demeure exsangue, note Jeffrey Simpson, qui faisait le

bilan des 100 premiers jours du gouvernement Harper dans le *Globe and Mail*. Comparant la performance de Harper à celle d'un général, Simpson souligne que le succès pour un bon officier est d'arriver à occuper le territoire ennemi. C'est exactement ce que parvient à faire le chef conservateur en ce moment auprès de deux clientèles bien précises: les francophones québécois et les communautés ethniques. Il a su exploiter la colère des Québécois envers les libéraux à la suite du scandale des commandites, mais il a aussi eu l'habileté de les flatter en leur portant une attention soutenue, en tenant un discours prometteur et en faisant des gestes symboliques. Ne tenant rien pour acquis cependant, son parti s'emploie maintenant à bâtir une organisation avec l'aide d'organisations

La presse du Canada

teurs rémunérés, le PC étant plus riche que son rival. Quant aux Canadiens issus de l'immigration, Harper les courtise avec des décisions populaires, comme la reconnaissance du génocide arménien ou la création d'une vraie commission d'enquête sur la tragédie d'Air India. Il ne néglige pas sa base pour autant, ajoute Simpson, et met en œuvre avec célérité ses promesses électorales, peu importe leur faiblesse.

(Simpson en dénonce plusieurs depuis des semaines.) «Promesses faites, promesses tenues» pourra donc devenir son slogan devant des libéraux à la recherche d'un chef. Pour Simpson, difficile d'aller mieux pour les conservateurs.

Mais Harper doit une partie de son succès à Paul Martin, avance James Travers, du *Toronto Star*. Il y a bien sûr le surplus plus important que Martin lui a laissé. Et puis, cette hésitation et cette lenteur qui caractérisaient le chef libéral font apprécier aujourd'hui la détermination de Harper. Mais encore plus important pour la réussite de Stephen Harper, dit Travers, est le fait que le déficit démocratique auquel devait s'attaquer Martin est resté intact. Les dé-

putés sont restés menottés, les comités, sans ressources et le pouvoir, concentré au sein du bureau du premier ministre. S'il en avait été autrement, suppose Travers, le gouvernement Harper ferait face à des comités plus indépendants et peut-être plus inquisiteurs, ce qui aurait soumis ces décisions à un examen plus attentif. Et Travers, comme Simpson, pense qu'on en aurait vu les faiblesses, en particulier le fait que plusieurs ne reposent sur aucun fait mais seulement sur des convictions. Il cite les politiques en matière de justice ou encore la décision d'armer les douaniers. «Il y a eu un moment, il y a deux ans, où cela aurait pu changer. Si cela avait été le cas, ce gouvernement aux politiques fondées sur la foi serait comme une collection de grenouilles dans un laboratoire. Stephen Harper, dites merci à Paul Martin», conclut Travers.

La misère des riches

Le *Calgary Herald* publiait cette semaine une nouvelle portant sur les effets négatifs de la forte devise canadienne sur les industries exportatrices. Mais pas n'importe lesquelles, celles des secteurs pétrolier et gazier. Ces deux industries pourraient, à l'extrême, voir leurs revenus amputés de 13,2 milliards, soit 12,5% des 104 milliards (oui, oui, 104 milliards) en revenus prévus pour 2006. Le même quotidien rapportait en outre que les riches Albertains prennent pied en Colombie-Britannique, y acquérant de plus en plus de propriétés. La facilité d'accès à des régions très populaires et la multiplication des liaisons aériennes entre l'Alberta et toute la C.-B. ont transformé cette dernière en terrain de jeu pour les Albertains nantis. Seulement en 2005, ils y ont fait l'acquisition de 4320 propriétés valant au total presque 1,2 milliard.

En vrac

La Nouvelle-Écosse est en campagne électorale provinciale. Le nouveau chef conservateur Rodney

MacDonald espère voir son parti reporté au pouvoir le 13 juin prochain, devant le libéral Darrell Dexter et le néo-démocrate Francis MacKenzie. Le *Halifax Daily News* a décidé de s'amuser en lançant un concours inspiré de l'émission télévisée *Survivor*. Le quotidien invite ses lecteurs à voter pour le candidat qui devrait être expulsé de l'archipel... électoral. Rien de concluant pour l'instant, bien que MacDonald soit malmené, mais le jeu vient tout juste de commencer. À suivre.

A ceux et celles qui désespèrent de la propreté des rues de Montréal, le maire Gérald Tremblay au premier chef, voici une petite consolation. Vous n'êtes pas seuls, Toronto aussi s'en plaint. Margaret Wente, du *Globe and Mail*, compare carrément certains secteurs de sa ville à un dépotoir. Alors que les Torontois se démènent pour redorer le blason de leur ville auprès des touristes, une promenade au centre-ville suffit pour constater la malpropreté de l'endroit. La Ville a réduit le budget pour la collecte des déchets car sa gestion coûte cher, qu'il s'agisse du recyclage ou de l'enfouissement au Michigan. Wente soupçonne avec ironie que la Ville veut rendre ses citoyens plus vertueux. En les dégoûtant de leurs déchets, elle les convaincra peut-être d'en produire moins. Wente trouve étrange qu'on juge inoffensifs les détritus à la traîne dans les ruelles et sur les trottoirs mais qu'on les déclare, une fois ramassés, trop dangereux pour les traiter ou les enfouir près de chez soi. Plus personne ne sait que faire, surtout que le maire est contre l'incinération. Pourtant, croit-elle, cette dernière solution risque d'être la seule réaliste.

En conclusion: la coquille de la semaine. Dans son avant-dernière édition de mardi dernier, le *Vancouver Sun* titrait son article sur le Registre des armes à feu (*Gun Registry* en anglais) par rien de moins que «*Fun Registry to be dismantled*». Il va sans dire que la bourde n'a pas survécu dans la dernière édition.

mcornellier@ledevoir.com

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

Wittgenstein contre l'enseignement de la philo au cégep

«La pensée ne se réduit pas à la philosophie»

La philosophie nous permet de mieux comprendre le monde actuel : c'est l'un des arguments les plus souvent évoqués par les professeurs de philo pour justifier l'enseignement de leur matière au collégial. *Le Devoir* leur a lancé le défi, il y a trois mois, de l'illustrer en décryptant une question d'actualité à partir des thèses d'un grand penseur enseigné au collégial. Aujourd'hui, nous publions une sorte d'empêcheur de tourner en rond de la philo qui rejette son enseignement au cégep en prenant appui sur la pensée du philosophe autrichien Ludwig Josef Johann Wittgenstein.

FRANÇOIS NORMAND
Professeur de philosophie défrôqué

La question d'inscrire ou non la philosophie au programme collégial provoque périodiquement un débat au Québec. À l'unanimité ou presque, on invoquera alors la «nécessité de philosophes», de «démocratiser la réflexion» (ici, un léger rire). Sur le sujet, une foule d'articles disent tous la même chose, ramènent toujours les mêmes prétentions : une certaine autosuffisance de la philosophie, son supposé caractère «nécessaire» pour l'équilibre culturel et métaphysique d'une personne, sa transparence, sa prétendue supériorité sur tout le reste.

Que répondre? J'ai ma petite idée. Qui me vient en partie d'un philosophe pas très orthodoxe, Ludwig Wittgenstein (1899-1951).

Prenons, parmi un nombre impressionnant de textes qui se répètent, celui de Jean Beaudoin intitulé *L'Avenir de la philosophie*, publié sur le site de la Nouvelle Alliance pour la philosophie au collège (NAPAC). J'y apprend qu'avec le premier cours (Philosophie et rationalité), «l'étudiant est appelé à se positionner par rapport à des questions fondamentales qui préoccupent les êtres humains dans leur quête de sens». Surprenant. Comme si tout le monde était en recherche de sens. J'imagine Picasso me souffler à l'oreille sa superbe formule : «Je ne cherche pas, je trouve». Peut-être est-il bon de faire croire que de rechercher le sens de la vie est nécessaire. Une façon de justifier les cours de philosophie...

Et moi qui croyais que le sens de la vie s'imposait par lui-même. Comme une grâce. Comme une foi, pas toujours dirigée vers Dieu mais vers la vie. Je dois être naïf. Wittgenstein dirait que la philosophie ne traite absolument pas des grandes questions de sens, de bien et de mal, que la philosophie ne peut rien dire sur le sens de la vie car la réponse à une telle question ne pourrait pas se dire (selon les critères du *Tractatus*) mais pourrait certainement se montrer. Son travail en philosophie est moins noble et plus complexe : «Montrer à la mouche comment sortir de la bouteille». Facile? Pas évident. Comment? Je vous le fais voir.

M. Beaudoin dit aussi que la philosophie doit nous permettre «de discerner et de juger de la valeur relative de plusieurs types de discours (scientifique, mythique, religieux)». Pourquoi le discours du philosophe serait-il celui qui doit juger les autres? De quel droit le ferait-il? À partir de quel privilège divin aurait-il cette grâce? Pourquoi le discours philosophique ne serait-il pas remis en question par lui-même?

Dans ce sens, Wittgenstein va faire de la philosophie une bataille contre l'ensorcellement de l'esprit par le langage. Ce n'est pas la vie qui est mystérieuse, ce ne sont pas les problèmes qui sont profonds, c'est notre façon d'en parler qui les crée ainsi car «la plupart des propositions et des questions qui ont été écrites touchant les matières philosophiques ne sont pas fausses, mais dépourvues de sens».

Wittgenstein insiste toujours sur la possibilité d'illusion qui règne dans la philosophie lorsque les philosophes essaient d'avancer des thèses ou des hypothèses : «Les philosophes ont constamment devant les yeux la méthode de la science et sont irrésistiblement tentés de poser et de résoudre des questions de la manière dont la science le fait. La philosophie est purement descriptive.»

Que dire de son obsession (éthique) à montrer les dangers d'une mauvaise pratique philosophique? «En philosophie, on court toujours le risque d'enfanter un mythe du symbolisme ou un mythe des processus mentaux. Au lieu de dire simplement ce que chacun sait et ne peut pas ne pas accorder» La philosophie devient donc une façon, par l'analyse du langage, de démythifier notre langage et notre comportement car «dans notre langage est déposée toute une mythologie». Il reste à la déterrer.

La philosophie et son histoire

Ensuite, M. Beaudoin nous apprend aussi que la philosophie donne à «[...] penser de façon rationnelle et critique, accepter l'autre, dialoguer, écouter les arguments de ceux qui ne partagent pas nos idées, être pondéré dans nos jugements, définir notre propre pensée, être capable de justifier ses croyances et ses actes, être sensibilisé à la dimension politique de nos vies, etc.». J'avais oublié que quelqu'un qui n'a pas fait de philosophie n'est pas capable d'écouter ou de dialoguer, qu'un inculte philosophique ne peut absolument pas justifier ses croyances et ses actes.

Toute la façon qu'a le programme de philosophie dans les cégeps de ramener la philosophie à son histoire est aussi problématique. M. Beaudoin emboîte le pas : «L'héritage légué par les philosophes de la Grèce antique mérite d'être enseigné non seulement parce qu'il constitue l'origine de la pensée rationnelle, mais aussi parce qu'il nourrit depuis deux mille ans la réflexion de ceux qui ont forgé notre civilisation.» Justement, ce n'est pas à répéter cette débile allégorie de la Caverne de Platon que nous prouvons que nous pensons. Nous ne faisons que réciter ce passage de Platon comme d'autres récitent un poème de Baudelaire.

Wittgenstein doute de l'apport de l'histoire de la philosophie pour un philosophe : «Si la philosophie était une question de choix entre des théories rivales, alors il serait judicieux de l'enseigner historiquement. Mais si elle ne l'est pas, alors c'est une faute de l'enseigner historiquement parce que ce n'est pas du tout nécessaire. Nous pouvons attaquer le sujet directement sans avoir besoin de considérer l'histoire.»

Pourquoi? Simplement parce qu'une théorie ne donne rien. Une théorie pour un artiste est aussi absurde et inutile qu'un traité de la nage pour quelqu'un qui veut apprendre à nager. C'est ce que les philosophes dévots ne lui pardonneront pas. Normalement, un philosophe est quelqu'un qui cherche à rendre le monde «bon» ou «meilleur» ou à le rendre compréhensible, bref à l'interpréter pour ensuite le transformer. Mais toujours en théorie.

Comment donc enseigner un questionnement permanent? Comment penser lorsque notre travail est de montrer à penser?

Rien de tel chez Wittgenstein, qui voulait au contraire que la philosophie laisse le monde tel quel. Car «le travail en philosophie, comme à beaucoup d'égards le travail en architecture, est avant tout un travail sur soi-même. C'est de travailler à une conception propre. À la façon dont on voit les choses (et à ce qu'on attend d'elles)».

Et ce travail commence avec un nouveau regard sur le monde. Ne déclare-t-il pas : «Comme il m'est difficile de voir ce que j'ai sous les yeux»? En ceci, l'approche de Wittgenstein appelle une conversion du regard lorsqu'il écrit : «Ne pensez pas, mais regardez!» On entend déjà les professionnels de la philosophie rétorquer : «Voyez-vous, il a détruit la pensée!» Une telle naïveté met mal à l'aise.

Essayer de considérer les choses sous un autre point de vue est tout un programme. Souvent, avec un autre point de vue, on réalise que c'est notre vision qui fait problème, et pas l'état des choses. La pratique philosophique de Wittgenstein n'est pas une théorie déguisée, ce n'est pas une déconstruction, c'est une réelle opération du regard, un changement de point de vue. Wittgenstein, philosophe-optométriste? Voilà. C'est un nouveau concept. Il soigne, comme Spinoza qui nettoyait ses verres, sa vision des choses.

Une approche thérapeutique

Cette transformation du regard va nécessairement amener la philosophie à s'écrire autrement. Le *Tractatus* lui-même n'est pas un livre de thèses, de remarques sensées, c'est plutôt un carnet poétique. Et les 40 000 pages que Wittgenstein a laissées sont toutes écrites de la même façon : des remarques mêlées, des aphorismes, des notes. Rien de figé, rien de plastifié, que des remarques qui se tiennent et se détruisent au fil des ans, des notes qui questionnent leur propre réalité. En cela, la philosophie de Wittgenstein est un véritable *work in progress*.

Comment donc enseigner un questionnement permanent? Comment penser lorsque notre travail est de montrer à penser? Souvenons-nous de Spinoza qui a refusé un poste de professeur pour garder sa liberté de penser. Qui, de nos jours, refuserait un poste permanent pour penser un peu plus? Et oser dire que «la philosophie, on devrait, pour bien faire, ne l'écrire qu'en poèmes» est pour les essayistes sérieux d'aujourd'hui un scandale, une insulte. Et l'expression importante est «pour bien faire». Faire de la philosophie comme on fait de l'art, en construisant quelque chose, ce n'est pas du tout ce qu'on voit dans les cégeps.

Toute l'approche philosophique de Wittgenstein, on le voit, est thérapeutique et non culturelle (même l'art peut être une thérapie, pas toujours un «objet» ou un divertissement culturel). Cette pratique devient un combat contre les monstres mythiques que les philosophes eux-mêmes ont trop souvent créés. Alors comment voir la philosophie, sinon comme une libération des pseudo-problèmes?

Wittgenstein écrivait dans son *Tractatus* qu'il n'est pas étonnant que les problèmes les plus profonds ne soient nullement des problèmes. N'est-ce



SYLVAIN MARIER LE DEVOIR

François Normand : «Peut-être est-il bon de faire croire que de rechercher le sens de la vie est nécessaire. Une façon de justifier les cours de philosophie... Et moi qui croyais que le sens de la vie s'imposait par lui-même. Comme une grâce. Comme une foi, pas toujours dirigée vers Dieu mais vers la vie. Je dois être naïf.»

On n'impose pas une maladie

Devant la forme présente de la philosophie dans nos cégeps et universités, face aux cafés philosophiques, devant les multiples réformes que les gouvernements un peu niais imposent à cette pauvre discipline, on imagine un Wittgenstein amusé. Il proposerait certainement l'abolition de la philosophie dans les collèges car il trouverait aberrant le fait d'imposer cette forme de la pensée et aurait certainement vu dans cette imposition une bêtise.

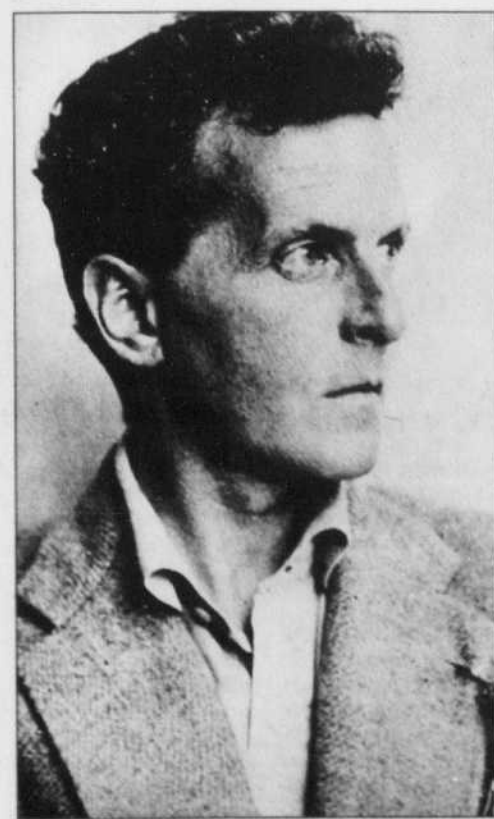
On ne peut qu'être d'accord avec lui. En effet, comment voir la philosophie sinon comme une maladie que l'on doit traiter? On n'impose pas une maladie. Et si la philosophie est si formidable et sacrée, pourquoi alors l'imposer? Ne devrait-elle pas s'imposer elle-même par sa grandeur? Il ne faut pas céder à la tentation d'imposer la philosophie pour sauver des emplois ou pour faire croire que la philosophie est nécessaire. Seule la pensée l'est. Et la pensée ne se réduit pas à la philosophie.

Wittgenstein reste celui qui a aussi écrit : «La vraie découverte est celle qui me rend capable d'interrompre l'acte de philosophie quand je le veux.» Rien de bien méchant, mais on comprendra que le clergé philosophique n'aime pas la désacralisation wittgensteinienne de la *Philosophia Perennis*. Arrêter de philosopher lorsque la vie apparaît simple, lorsque la vie semble se suffire à elle-même, avec sa musique, son paradis.

Parler de simplicité de vie en évoquant Wittgenstein, auteur prétendument tragique, sombre et complexe? N'a-t-il pas lui-même dit à ses quelques amis au bord de son lit de mort : «Dites-leur que j'ai eu une vie formidable!» En fait d'humour, on a rarement vu mieux.

■ Prochain *Devoir de philo*, le 3 juin : «Le mont Orford dans la mire d'Hans Jonas».

Faites parvenir vos suggestions et commentaires à Antoine Robitaille : arobitaille@ledevoir.com.



ARCHIVES WITTGENSTEIN/DP MICHAEL NEDO

Le philosophe autrichien Ludwig Josef Johann Wittgenstein insiste toujours sur la possibilité d'illusion qui règne dans la philosophie lorsque les philosophes essaient d'avancer des thèses ou des hypothèses.

pas à la philosophie de mettre fin aux faux problèmes? Que faire lorsque les problèmes disparaissent? Mieux vivre? «La solution du problème de la vie, c'est une manière de vivre qui fasse disparaître le problème.» La solution du problème philosophique, c'est une manière de vivre avec la pensée qui fasse disparaître la nécessité de philosopher. Voilà. Penser, toujours, mais pas besoin de philosophie pour ça.